



Société Camerounaise d'Intelligence et de Recherches

SCIR

scirmails@gmail.com

Nécrorumeurs¹ des chefs d'Etat dans les démocraties précaires d'Afrique : esquisse d'analyse d'un répertoire d'action politique permanent

Par Dr. Aristide Mono

aristidemono@yahoo.fr

Mars 2023

Résumé

La présente réflexion porte sur les annonces des décès infondés (nécrorumeurs) des chefs d'Etat dans les démocraties précaires d'Afrique. Elle part du constat de la recrudescence de ce phénomène dans ces univers politiques fermés pour interroger les facteurs de sa permanence. Ainsi, à l'issue de l'étude des cas de quelques présidents, nous expliquons cette permanence par l'érection de ces rumeurs en répertoire d'action politique. En effet, profitant du régime ambiant des « silences présidentiels », elles se sont imposées en mode d'expression politique alternatif. S'inscrivant dans les théories de la « post-vérité », cette étude relève d'une incursion dans les fonctions politiques des nécrorumeurs dans leur approche instrumentale et interactionniste.

Mots clés : Afrique, Nécrorumeur, Présidents, répertoire d'action.

¹Cette expression que nous tenons du professeur Valentin NGA NDONGO renvoie aux rumeurs sur les décès infondés. NGA NDONGO, V., « 'La rumeur du décès du Président de la République', *Communication de crise et gouvernance en Afrique Centrale* », Colloque du 28 au 29 août 2008, Yaoundé, texte non publié.

Introduction

Depuis son accession au pouvoir, le 6 novembre 1982, le président camerounais, Paul Biya, a fait l'objet de plusieurs rumeurs annonçant sa mort. Il s'agit d'une douzaine de nécrorumeurs (De Gaule 2006) dont la dernière remonte dans la soirée du jeudi 25 mars 2020 où, dans un direct-vidéo viral sur sa page Facebook, l'activiste anti régime « Kamwala Panthère » annonce le décès du chef de l'Etat,² reprenant à son compte des annonces de la disparition de l'homme publiées quelques heures plutôt sur le site de *Microblogging*.³ La nouvelle sera officiellement démentie le lendemain par le porte-parole du gouvernement.⁴

Cette énième nécrorumeur du président camerounais n'est que l'illustration d'une occurrence vive dans plusieurs pays africains dont l'un des dénominateurs communs est la survivance des démocraties balbutiantes, caractérisées par la raréfaction des alternances régulières, la tentation au pouvoir à vocation perpétuelle et la prégnance de l'opacité dans la gestion des affaires publiques. C'est dans ce sens que nous émettons l'idée de démocraties précaires, entendues comme régimes affectés par la dé-totalisation hypocrite du champ étatique (Bayart, Mbembe et Toulabor, 2008), où des ordres autoritaires présumés concurrentiels bradent « les institutions démocratiques formelles (...) largement perçues comme le principal moyen d'obtenir et d'exercer l'autorité politique », et violent les règles de jeu « si souvent et à un degré tel que ces régimes échouent à remplir les standards minimums de la démocratie » (Levitsky et Way, 2002 : 61).

Au cours de la décennie finissante, pour ne prendre que cet intervalle, on a observé dans ces démocraties précaires, une avalanche de rumeurs nécrologiques fausses des présidents, parmi lesquels Paul Kagamé du Rwanda, Alpha Condé de la Guinée Conakry, Muhamma du Buhari du Nigéria, Michael Sata de la Zambie ou encore Peter Mutharika du Malawi. **Comment comprendre la permanence et la prolifération de ces annonces des décès non fondés des chefs d'Etat dans ces espaces politiques ?**

²<https://m.youtube.com/watch?v=OEnq4JZF8dY> consulté le 26 août 2020

³<https://googleweblight.com/sp?u=https://mobile.camerounweb.com/CameroonHomePage/NewsArchive/Coronavirus-voici-l-astuce-des-Camerounais-pour-faire-parler-Paul-Biya-501154&grqid=XsmQtPho&hl=fr-CM>
consulté le 6 novembre 2020

⁴<https://googleweblight.com/sp?u=http://www.cameroon-info.net/article/cameroun-serail-le-ministre-de-la-communication-rene-sadi-dement-formellement-la-rumeur-annoncant-367170.html&grqid=aWL-gwhe&hl=fr-CM> consulté le 13 août 2020

La réponse la plus plausible à cette interrogation pourrait être l'échec de la communication présidentielle dans la mesure où, suivant la perspective de la *vacuum theory*, les nécrorumorants profiteraient des « silences présidentiels » pour combler les vides communicationnels par l'intox. Les nécrorumeurs s'affirmeraient ainsi comme des effets pervers des « silences présidentiels » (Modzom, 2015). **Seulement, à regarder de près, cet argument, bien que soutenable, ferait ombrage à d'autres propositions telles que l'argument de l'usage politique de la nécrorumeur, érigée en instrument d'action politique.** La dédifférenciation de l'ingénierie communicationnelle du présidentiel n'étant dans ce cas qu'un élément d'entretien et de survivance du phénomène. En d'autres termes, la précarité de la communication présidentielle ne serait qu'un facteur de conditionnement et d'éclosion de l'entrepreneuriat politique nécrologique des rumorants.

C'est fort de cette observation minutieuse que nous formulons **l'hypothèse selon laquelle la sédentarisation de la nécrorumeur des présidents dans les démocraties précaires s'explique par leur érection en répertoire d'action politique.** Cette autre forme de pratique politique serait juste engraisée par la précarité de la communication présidentielle dans ces environnements frappés par l'amenuisement des circuits d'expression démocratique. Il s'agit de ce fait d'une invention politique voire une réinvention du politique, car l'activation de la nécrorumeur s'impose comme un moyen alternatif d'agir politique conjoncturel et occasionnel, en tant qu'usages populaires du politique (Collovald et Sawicki, 1991) ou simplement en tant que politique par le bas (Bayart, Mbembe et Toulabor, 2008). Elle permet de contourner les verrouillages des modes d'expression politique moralement corrects à défaut de les démonter.

Il revient dès lors que ces rumeurs ne sont pas innocentes même si certains acteurs de leur chaîne de propagation peuvent présenter des signes de bonne foi. On a beaucoup plus affaire aux nécrorumorants actifs que passifs, en référence au distinguo entre la nécrorumeur active – mensonge intentionnel avec des propagateurs actifs – et la nécrorumeur passive – mensonge non intentionnel, dont les propagateurs, passifs (Lacouture, 1995), sont entraînés par les rumorants actifs.

Un tel positionnement analytique augure notre intrusion dans l'univers de la « post-vérité » qui fait référence « aux circonstances dans lesquelles les faits objectifs ont moins d'influence sur l'opinion publique que les appels à l'émotion et aux opinions personnelles ».⁵ En effet, tirant le gros de ses appuis empiriques de la communication politique, elle se penche sur

⁵[hCps://en.oxforddictionaries.com/definition/post-truth](https://en.oxforddictionaries.com/definition/post-truth)

« la capacité du discours politique à modeler l'opinion publique en faisant appel aux émotions prime sur la réalité des faits. Peu importe que ces derniers informent ou non les opinions : l'essentiel, c'est l'impact du propos. Le partage du vrai et du faux devient donc insignifiant au regard de l'efficacité du « faire croire » (d'Allonnes, 2018 : 11). Il s'agit de la théorie de la construction subjective de la vérité dont usent les nécrorumorants pour faire circuler dans le corps politique la mort probable ou effective du président. Suivant ce prisme de post-véritéisme, la nécrorumeur apparaît ainsi comme une fabrique communicationnelle psychosociale par laquelle « la communication symbolique influence la pensée, l'émotion et l'action humaines » (Bandura, 2001). Erigé en réalité politique de l'heure, ce tournant discursif du champ des échanges politiques doit son rayonnement et sa prospérité à la « self-communication » en tant que tendance communicationnelle « auto-générée dans le contenu, auto-dirigée dans l'émission, et auto-sélectionnée dans la réception qui communiquent 'by manywithmany' » (Castells, 2007 : 248). Les réseaux sociaux s'insèrent dans cette dernière appréhension post-véritiste comme son espace de maintenance et de fructification. Bref, notre inscription des nécrorumeurs des chefs d'Etat dans la théorie de la *post-truth* réaffirme tout simplement l'idée selon laquelle « les acteurs du monde politique entretiennent toujours un rapport rationnel et instrumental avec l'information » (Aldrin, 2005 : 1).

Notre perspective analytique est subséquentement un débarquement dans les fonctions politiques de la nécrorumeur qui marque notre intention à procéder à la déconstruction de l'exclusivisme de la psychiatrisation ou du paradigme psychopathologique (Kapferer, 1987) de la rumeur politique, postulant qu'elle ne constitue pas toujours une « aberration pathologique ou exception temporaire, crise ou déchirure, mais [aussi] un mode d'expression privilégié de la pensée sociale » (Rouquette, 1975 : 8). La nécrorumeur n'est donc pas forcément pathologique. Elle peut être aussi rationnelle ou rationalisée en tant qu'instrument de rapport de force politique suivant son paradigme interactionniste ou transactionnel (Aldrin, 2005) qui met en évidence ses connexions entre processus psychologiques et conséquences politiques (McDermott, 2004 : 3).

Ainsi, rentrant dans la sociologie des rumeurs politiques – en plus du post-véritéisme sus relevé – les nécrorumeurs se situeraient dans les théories continuistes dont le mérite est le démantèlement des analyses de la rumeur qui opposent certaines catégories sociologiques comme « le peuple aux élites, le rapport de croyance à la pratique stratégique, le symbolique au cognitif, et le folklore au stratagème » (Aldrin, 2005 : 12). Il s'agit tout simplement d'une approche pragmatiste de la nécrorumeur qui considère seulement « l'ancrage situationnel des acteurs » (DeBlic et Lemieux, 2005 : 27).

Bref, le présent travail consiste à montrer comment la nécorumeur constitue un répertoire d'action politique dans l'univers des démocraties précaires d'Afrique. Les données mobilisées et analysées à cet effet proviennent d'une part, des observations des cas particuliers des présidents Paul Biya, Muhammadu Buhari, Ali Bongo, Peter Mutharika, Alpha Condé et Paul Kagamé et de l'autre, de l'exploitation des ouvrages et des journaux. Il s'articule autour de deux principaux axes. Le premier présente la nécorumeur comme forme de pression de sollicitation du politique (I) tandis que le deuxième s'intéresse à sa consécration en répertoire de lutte politique à des fins d'alternance(II).

I- La nécorumeur comme pression de sollicitation du politique

Sous l'angle de la sollicitation du politique, la fonction des nécorumeurs sur les présidents apparaît sous deux déclinaisons. D'une part, en tant qu'une modalité de traque de l'information sur l'état de santé du chef de l'Etat à travers l'expansion de la nouvelle non vérifiée de son décès (A), et d'autre part, comme une forme de compulsion de l'engagement physique et visible de ce dernier en situation de dénonciation de son inaction réelle ou apparente(B).

A- Une mécanique de sollicitation des informations officielles sur la santé du chef de l'Etat

Comme relevé plus haut, l'entreprise de la nécorumeur des présidents africains se développe dans un environnement de gestion de l'Etat affecté par la forte propension à la fermeture de l'information officielle en général et celle sur le président en particulier. Ainsi, contrairement aux démocraties plus affirmées où la communication sur les situations publiques reste une exigence de la bonne gouvernance, les démocraties précaires rament à contrecourant de cet idéal d'*accountability* (rendre publiquement compte). L'opacité dans ces univers communicationnels verrouillés se densifie à mesure qu'on gravit l'échelon des institutions de l'Etat. La démocratisation de l'information publique est donc pyramidale, c'est-à-dire plus large dans les sphères institutionnelles subalternes et plus effilée vers le sommet car les régimes tardent à sortir des réflexes autoritaires qui font du mutisme une attitude non seulement stratégique pour se mettre à l'abri de la police de l'opinion mais aussi instrumentale dans la mesure où cela permet de mieux manœuvrer psychologiquement les masses.

L'information sur le président de la république apparaît dans ce cas comme la plus rare. Parfois, ses apparitions publiques relèvent d'un événement, et ses adresses à la nation

cantonnées dans une routine meublée de quelques prises de parole annuelles. C'est le cas du Cameroun où le président Paul Biya ne s'adresse généralement à la nation que deux fois par an, notamment le traditionnel discours de fin d'année du 31 décembre et celui destiné à la jeunesse du 10 février. Les conférences ou points de presse sont, de leur part, quasi inexistantes. Bref, le moins qu'on puisse relever est que la communication officielle autour des présidents dans les démocraties précaires reste très recherchée et peu consistante comparativement à leur banalisation dans les démocraties plus évoluées.

Cette indigence d'offres informationnelles sur les présidents finit par ériger ces derniers en personnages mystérieux, hors de portée du commun des citoyens. Une posture qui relève à certains abords d'une logique de constructive de la domination à travers une sorte d'exceptionnalisme de l'Homme-président. Le même mystère travaille la gestion suprême de l'Etat, avec la forte tentation à la consécration de ce mutisme en modalité spécifique de gestion du pays. C'est dans cette dernière appréhension que la thèse « des silences présidentiels » défendue par certains auteurs comme François Marc Modzom trouve naturellement toute sa pertinence (Modzom, 2015 ; Mbarga, 2019). Les auteurs en question soutiennent par ailleurs que ces silences sont révélateurs de la répugnance de la spectacularisation communicationnelle mass médiatisée qui animeraient leurs pratiquants (Mbarga, 2019).

Seulement, ces vides communicationnels se sont constitués en intrants de fermentation et de fructification des rumeurs sur les présidents et dont la viralité a connu un bon avec l'explosion de la « *self-communication* » portée par les médias sociaux auxquels elles se sont vite adaptées (Lacouture, 1991). La saturation de ces flux de supputations sur le Chef de l'Etat et ses activités a fini par créer des besoins languissants d'informations que certains, érigés en nécrorumorants actifs et passifs, cherchent à tout prix à remblayer. Un investissement qui passe non seulement par la prise d'assaut du marché noir de l'information (Abé, 2008) mais aussi par la production ou l'amplification des rumeurs dans l'optique de provoquer une communication officielle qui viendra ainsi éteindre la soif d'informations. C'est dans cette perspective de besoin d'accès à l'information officielle et de *cross-checking* que le nécrorumeur apparaît ici comme un répertoire d'action politique. La fonction reconnue à la nécrorumeur dans cette logique est celle de provocation d'une information transparente notamment la version officielle lorsque l'opinion semble être malmenée par des informations polémiques parfois malveillantes sur l'état du président.

Elle est beaucoup plus mobilisée en périodes d'incertitudes sanitaires du président. Les opérateurs de la chaîne de la rumeur espèrent contraindre les officiels à se prononcer sur l'état

de santé réel de ce dernier ou à fournir à l'opinion des informations complémentaires y afférentes (De Gaule, 2006). Alors, que ce soit chez les masses populaires ou chez les acteurs politiques nécrorumorants, les postures sont travaillées par l'obtention des informations sur le président (Shibutani, 1966) et l'évacuation de toute ambiguïté sur son état (Aldrin, 2003). L'inflation de l'incertitude et de l'impasse qui s'en suit est encore plus sévère du fait de la phobie de la vacance du poste présidentiel de mise dans les démocraties précaires africaines où la stabilité de l'Etat devant dépendre de celle des institutions revient plutôt aux individus qui les incarnent. Ainsi, l'équilibre de l'Etat est assujéti à l'état de santé de son dirigeant central. Ce qui explique d'ailleurs, dans une forte mesure, la récurrence des crises politiques chaotiques à chaque fois que les hommes présidant aux destinées de ces Etats sont appelés à quitter brusquement les rênes du pouvoir. Cette impasse politique redoutée fermentent donc davantage l'obsession de la quête de l'information. L'industrie des annonces des faux décès se révèle alors pour ses entrepreneurs comme une astuce de sollicitation subtile de l'information officielle qui prétend « faire échec à l'opacité et au secret » d'Etat (Abé, 2008).

La portée de ce répertoire de traque de l'information présidentielle peut se lire à partir des sorties, au demeurant, des officiels, contraints de s'exprimer sur l'état du président. La nécrorumeur s'inscrit ainsi dans la perspective de rapport de force entre ses entrepreneurs et les autorités, avec pour enjeu la déclassification de l'information officielle (Kapferer, 1987). En effet, redoutant la prise de contrôle de la communication présidentielle, son infiltration puis son altération aux conséquences potentiellement désastreuses pour la psychologie des masses, les officiels n'ont d'autres alternatives que de « déclassifier » finalement les informations sur l'état de santé du président, même si leur véracité peut demeurer discutable.

Par ailleurs, la fonction de ces sorties ne se limite pas seulement aux démentis, c'est-à-dire aux opérations communicationnelles de discréditation de la version des nécrorumorants, elle porte aussi sur des offres d'indications plus détaillées ou précises sur la santé du chef de l'Etat.

La traduction de ces communications au forceps suit généralement deux principales formes, à savoir les communications directes et les bruits communicationnels (De Gaule, 2006).

Dans le premier cas, les démentis officiels passent par des communications spéciales sur la nécrorumeur avec une prétention explicite de discréditer la rumeur, d'informer l'opinion sur l'état de santé réel du président et de rassurer les masses menacées jusqu'ici par des incertitudes. Ce fut le cas de la sortie du 28 octobre 2018 du conseiller spécial chargé de la communication présidentielle au Gabon, Ike Nguoni Aïla, suite à la nécrorumeur sur le

président Ali Bongo amplifiée par un *deep-fake* sur l'ambassadeur du Gabon en France dans lequel ce dernier confirmait le décès du chef de l'Etat. En plus de la définition du lieu d'hospitalisation du chef de l'Etat, c'est-à-dire à l'hôpital du Roi Fayçal à Ryad en Arabie Saoudite depuis fin octobre 2018 quand d'autres l'annonçaient à Londres ou à Casablanca, le communicant de la présidence apportera d'autres informations : « Les médecins qui l'ont consulté ont alors diagnostiqué une fatigue sévère due à une très forte activité ces derniers mois tant sur le front diplomatique que sur le chantier des réformes intérieures. Suite à ce diagnostic, les médecins ont prescrit au président de la république un repos médical »⁶. Le pouvoir gabonais renseignera également l'opinion sur la nature de la maladie dont était victime Ali Bongo, à savoir un accident vasculo cérébral (AVC)⁷.

On peut également noter le cas de la rumeur du décès du président Alpha Condé, 82 ans, confiné pour cause de Covid-19 en juin 2020. Il dira lui-même : « la population peut être rassurée : non seulement je suis en bonne santé, je suis en pleine forme et je continue à faire mon sport »⁸.

Ce sont là deux exemples de démentis directs ayant permis aux nécrorumorants actifs et passifs de glaner finalement des informations sur le président dans un régime de « silences présidentiels ».

Dans le deuxième cas (bruits communicationnels / communication indirecte), les démentis officiels sont subtilement dissimulés dans des actions médiatisées du président devant amener automatiquement l'opinion à conclure par elle-même à son bon état de santé ou du moins qu'il est bel et bien en vie. Il s'agit d'une communication silencieuse (Hall, 1984) et implicite (Birdwhistell, 1970) qui peut emprunter la forme d'un compte rendu sur les activités du jour du président, d'une note signée par ce dernier ou simplement de son apparition publique dans le cadre d'une activité qui n'a pas explicitement une allure de démenti. On peut en guise d'illustration revenir sur des exemples observés dans la gestion des premières heures de la

⁶https://www.google.com/url?sa=t&source=web&rct=j&url=https://amp.france24.com/fr/20181029-gabon-president-ali-bongo-hospitalise-riyad-malaise&ved=2ahUKEwjp5OCH7PntAhUPV8AKHeRgC6UQFjAAegQIARAB&usg=AOvVaw3cVMFv2YV1_oYNLI3pKeye&cf=1 consulté le 18 août 2020

⁷https://www.google.com/url?sa=t&source=web&rct=j&url=https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/11/06/victime-d-un-avc-ali-bongo-demeure-hospitalise-en-arabie-saoudite_5379712_3212.html&ved=2ahUKEwiD17rl7PntAhVPY8AKHYMxDGUQFjACegQIBhAJ&usg=AOvVaw0Dh01On5nxa41P0yqIeNdC consulté le 27 novembre 2020

⁸https://www.google.com/url?sa=t&source=web&rct=j&url=https://www.financialafrik.com/2020/06/11/en-guinee-alpha-conde-je-les-enterrerai-tous/&ved=2ahUKEwiD14ac7fntAhVgQEEAHa5zCtkQFjADegQIChAB&usg=AOvVaw3e6JU6IUSX8IWCMI_RkQRbI consulté le 11 novembre 2020

nécrorumeur du président camerounais Paul Biya en 2004. Rappelons déjà que le 5 juin de cette année, l'activiste Ndzana Seme exilé aux Etats-Unis écrit dans son journal en ligne : « la nouvelle vient de tomber sur notre système d'alerte à l'instant, selon laquelle Paul Biya serait mort dans un hôpital londonien dans la nuit du 4 au 5 juin 2004. Nous n'avons pas encore pu recouper et vérifier l'information, mais notre source est formelle. » « Selon une deuxième version, nous apprenons que le chef de l'Etat camerounais serait plutôt décédé en suisse ». Ndzana Seme va publier le numéro de l'hôtel intercontinental pour ceux qui pourraient douter de ses informations : +41 229 19 3939, « chacun peut donc aller à cette source où se trouve la vérité sur la mort du président Paul Biya ».⁹ Pendant les 72 heures qui ont suivi cette rumeur, ni la présidence ni le gouvernement n'ont réagi (De Gaule, 2006). Cependant, les médias gouvernementaux vont publier entre temps des décrets signés du président. Le média, *Le journal du Cameroun* titrera alors ironiquement : « Palais d'Etoudi : Paul Biya « mort » signe les décrets ». Le lundi 7 juin 2004, il publiera un message de condoléances à son homologue américain Georges W. Bush à l'occasion du décès de Ronald Reagan.¹⁰ Ces actes du chef de l'Etat camerounais relèvent des bruits communicationnels qui constitueront les premiers éléments de démenti et de ravitaillement des nécrorumeurs investis dans la quête des informations sur la santé du président.

En résumé, on retient de ce premier déterminant que la nécrorumeur peut s'imposer comme une ruse de traque de l'information officielle sur l'état de santé du président, bien que parfois moins détaillée et vraie, dans le but de vider considérablement les inquiétudes autour de l'état du président. Suivant l'argument du vigilantisme (Issekin, 2019), on n'est pas alors loin d'une ruse de déclassification forcée des informations sur le chef de l'Etat. Les nécrorumeurs se révèlent ainsi comme une « mise en commun des ressources intellectuelles » (Shibutani, 1966 : 9) dans la recherche de l'information que doit apporter le démenti des officiels souvent préoccupés par des éventuels effets pervers de ces menaces au secret d'Etat (Farge, 1999).

⁹www.africanindependent.com/Cameroon_biya_mort.html&hl=fr-CM, Consulté le 18 avril 2020.

¹⁰<https://www.google.com/url?sa=t&source=web&rct=j&url=https://www.jeuneafrique.com/107070/archives-thematique/l-affaire-biya/&ved=2ahUKEwiH2Y7k7vntAhUzolwKHY-bAHsQFjAAegQIARAB&usg=AOvVaw1uZfPnmcv6ZtNGm7HxIs5O> consulté le 11 novembre 2020

B- Une mécanique de sollicitation de l'intervention du chef de l'Etat en situation de mutisme public

Les nécrorumeurs sur le président sont mobilisées aussi en tant que modalité de sollicitation de son intervention au moment où son mutisme préoccupe. Elles se révèlent alors comme des ressources du catalogue d'actions politiques (Neveu, 2009) fermentées par des attentes particulières en termes d'investissement personnel et visible du chef de l'Etat. Le mutisme querellé peut relever soit d'une absence d'intervention assez visible du président soit de son absence physique sans nouvelles publiques précises.

La première hypothèse met en évidence la raréfaction prolongée des activités du chef de l'Etat jugée débordante par les rumorants, ce d'autant plus que cet effacement n'est souvent accompagné d'aucune justification officielle. Il se foisonne ainsi l'illusion d'inertie du président, présumé désormais en retrait de la conduite des affaires de l'Etat¹¹. Des a priori tout de même à rebours de toute logique de continuité ou de subsidiarité du fonctionnement de l'ingénierie gouvernementale. Cette appréhension buissonnière de la posture du chef de l'Etat finit par justifier l'entreprise nécrorumorale activée comme mécanique quémandeuse de la rupture de son inaction publique vraie ou apparente. La deuxième hypothèse porte, non pas sur l'absence d'intervention visible du président, mais sur ses longs et permanents séjours hors du palais présidentiel, le plus souvent à l'étranger. Ici, l'illusion d'abandon est encore plus profonde chez ceux qui considèrent ces voyages excessifs, voire inopportuns, même lorsque les motifs sont connus ou restent indépendants de la volonté loisible du président. La nécrorumeur est mobilisée dans ce cas pour faire échec à ce qui est considéré et livré à l'opinion comme villégiature.

Grosso modo, que ça soit dans la première hypothèse comme dans la deuxième, il y a un besoin d'action du président de la république qui connaît généralement des flambées en période de crise. Ainsi en diffusant la rumeur sur sa mort, les rumorants sollicitent cyniquement la prise de responsabilité urgente de celui-ci tentant de provoquer le glas de ce que ses détracteurs taxent à tort ou à raison de « pilotage automatique du pays ». ¹² L'usage fonctionnel

¹¹https://www.google.com/url?sa=t&source=web&rct=j&url=https://amp.lepoint.fr/2323056&ved=2ahUKEwjnkOG07_ntAhWDgVwKHWFaBclQFjABegQIBRAB&usq=AOvVaw1wSV2Pegl-GzMBu2s334Df&cf=1
consulté le 30 octobre 2020

¹²RFI : « Cameroun- Au pays du pilotage automatique », https://googleweblight.com/sp?u=http://www1.rfi.fr/actu/fr/articles/051/article_26857.asp&grqid=0bqlBeen&hl=fr-CM Consulté le 18 septembre 2020.

des nécrorumeurs se compte dans ces cas d'espèce parmi les ressources mobilisables pour forcer l'action visible du chef de l'Etat.

Les moments chaotiques auxquels sont régulièrement soumises les démocraties précaires d'Afrique ont toujours constitués des instants privilégiés de telles manœuvres nécrorumorantes. Et le caractère compréhensible et légitime des attentes d'une intervention du président dans chacune de ces crises ne peut que jouer objectivement en faveur de l'adhésion des masses à l'hypothèse de son décès effectif car prédisposées à trouver curieuse son inaction publique à une telle période.

C'est le cas de quelques actions publicisées du président camerounais Paul Biya durant la période agonistique de lutte nationale et internationale anti Covid-19, alors que le pays se positionnait progressivement comme l'un des foyers importants du virus en Afrique subsaharienne¹³. Parmi ces actions post nécrorumeurs, on notera particulièrement l'audience accordée par Paul Biya à Christophe Guilhou, l'ambassadeur de France au Cameroun, le jeudi 16 avril 2020. C'était la première apparition publique du président camerounais après la nécrorumeur du 25 mars 2020 relevée à l'introduction. Ce bruit communicationnel essayera de vider davantage les inquiétudes de ceux qui voulaient voir le chef de l'Etat camerounais au-devant de la scène de lutte contre la pandémie. En plus de cette réapparition publique de Paul Biya, première preuve de son existence ou alors premier démenti formel de la nécrorumeur, le diplomate français, dans son interview au sortir du palais, informera l'opinion de ce que le président camerounais était personnellement penché sur la domestication de la crise sanitaire.¹⁴ Cette assertion sera confirmée par le concerné sur ses pages sur les médias sociaux lorsqu'il publiera : « Je viens de recevoir au palais de l'unité l'ambassadeur de France au Cameroun, Christophe Guilhou. Au menu de notre échange de cet après midi : la gestion de la pandémie Covid-19 au Cameroun, en France et dans le monde. ».¹⁵ Il est à préciser au passage que le président de la république n'était plus apparu en public depuis l'audience accordée le 11 mars 2020 à l'ambassadeur des Etats-Unis au Cameroun, Peter Henry Barlerin, alors que les présidents des autres pays attaqués par le virus montaient publiquement au créneau pour

¹³<https://www.google.com/url?sa=t&source=web&rct=j&url=https://www.scidev.net/afrique-sub-saharienne/news/coronavirus-contourne-barriere-frappe-afrique-09032020/&ved=2ahUKEwi1mpz98PntAhVNTcAKHZJpBlg4ChAWMAN6BAgHEAE&usg=AOvVaw37pqS290dYkxudSn9kFJeK> consulté le 19 septembre 2020

¹⁴<https://googleweblight.com/sp?u=https://www.prc.cm/fr/actualites/4205-cameroun-france-ensemble-face-au-covid-19&grqid=MGsqEe7W&hl=fr-CM> Consulté le 7 septembre 2020.

¹⁵https://mobile.twitter.com/PR_Paul_BIYA/status/1250783971060994048 Consulté le 7 septembre 2020.

témoigner physiquement leur solidarité au peuple et leur engagement public dans la lutte anti-corona virus.¹⁶

Ce bruit communicationnel de Paul Biya interviendra au lendemain de la saisine de l'assemblée nationale du Cameroun par l'un de ses opposants, le professeur Maurice Kamto, exhortant le parlement à constater la vacance du pouvoir. Tout ceci sous fond de dénonciation de « l'absence prolongée inexplicquée du chef de l'Etat en fonction » en pleine crise sanitaire.¹⁷ Il s'agissait de la suite de la demande d'implication personnelle du chef de l'Etat dans la lutte anti Covid-19, formulée par l'opposant le 27 mars et dans laquelle il donnait 7 jours au président d'assumer sa fonction présidentielle « faute de quoi, le peuple camerounais sera en devoir de constater sa défaillance et d'en tirer toutes les conséquences politiques ». ¹⁸Le 3 avril, Maurice Kamto intensifie sa pression en faisant une déclaration sur la défaillance du président de la république du Cameroun¹⁹.

La posture de l'opposant s'abreuvait, faut-il le rappeler, de la nécrorumeur du chef de l'Etat du 25 mars 2020. Maurice Kamto recyclait à cet effet cette rumeur pour forcer le président Paul Biya à s'engager publiquement dans la lutte contre le coronavirus comme l'avait déjà fait l'activiste anti régime Max Sénior lorsqu'il écrivit sur sa page Facebook, ce 25 : « Paul Biya est mort, il serait mort, sinon qu'il prouve le contraire ».²⁰

Bref, l'audience du 11 mars se révèle dans une certaine logique à l'analyse comme une réponse implicite du président face aux sollicitations nécrorumorales de son intervention dans la lutte contre le Covid-19 formulées par ses opposants-nécrorumorants.

A côté de ce bruit communicationnel de l'audience du président à l'ambassadeur de France au Cameroun, on peut aussi faire allusion à son discours plus tard, le 19 mai 2020, à l'occasion de la fête de l'unité du 20 mai 2020. C'était alors la première adresse à la nation de

¹⁶Ca été le cas des présidents Alassane Ouattara le 23 mars 2020, Paul Kagame le 11 avril 2020 et Félix Tshisekedi le 24 mars 2020.

¹⁷<https://googleweblight.com/sp?u=https://www.mrcparty.org/?q%3Dguerre-contre-le-covid-19-le-president-elu-maurice-kamto-donne-7-jours-monsieur-paul-biya-pour-assumer-&grqid=moOHTpb1&hl=fr-CM> Consulté le 7 septembre 2020.

¹⁸<http://www.newsducamer.com/pouvoir-kamto-engage-la-procedure-de-constatation-de-la-vacance/> Consulté le 7 septembre 2020.

¹⁹<https://www.google.com/url?sa=t&source=web&rct=j&url=https://www.lebledparle.com/fr/politique-cameroun/1112500-cameroun-l-integralite-de-la-declaration-de-maurice-kamto-publiee-le-03-avril-2020&ved=2ahUKEwinwri38ftAhXZiFwKHdNVBUMQFjABegQIBRAB&usg=AOvVaw2HOI0tNH6QPAE NSI3wag2> consulté le 22 novembre 2020

²⁰<https://googleweblight.com/sp?u=https://mobile.camerounweb.com/CameroonHomePage/features/Voici-la-chronologie-de-la-vraie-fausse-mort-de-Paul-Biya-515380&grqid=6oFJ0VUR&hl=fr-CM> Consulté le 13 juillet 2020.

Paul Biya après le déclenchement de la crise du Covid-19. L'occasion de la fête de l'unité lui servira ainsi en réalité de prétexte pour répondre à nouveau indirectement à ceux qui exigeaient depuis des mois, via les annonces de son décès (raison présumée de son mutisme), une adresse spéciale à la nation sur la crise comme preuve de son engagement personnel dans la lutte contre ladite crise. Deux éléments peuvent étayer la thèse du prétexte. Il y a d'un côté l'improvisation de cette adresse parce que les usages de la célébration de la fête du 20 mai n'intègrent pas de discours de circonstance du président, et de l'autre côté, son speech sera largement dominé par la riposte nationale contre la pandémie au détriment de l'unité nationale présentée comme la justification officielle de ce discours.

Cette autre sortie post-nécrologue du 25 mars 2020 de Paul Biya intervient après que les bruits communicationnels qui l'avaient précédée aient été qualifiés de montages par les nécrologueurs actifs. L'activiste Nyamsi Franklin, professeur de philosophie, propagera par exemple les thèses des *deep-fakes*, c'est-à-dire des photos et vidéos du président montées par des logiciels informatiques. Il ira d'ailleurs plus loin en lançant une pétition pour demander le départ du diplomate français Christophe Guilhou après son interview de sortie d'audience du 16 avril 2020 au palais présidentiel²¹. Il sera reproché à l'ambassadeur d'avoir été impliqué dans une opération de manipulation de l'opinion en se faisant porte-parole de l'existence du président Biya qui pourtant, selon l'activiste et ses suiveurs, n'était plus parmi les vivants ou du moins, était dans l'incapacité de se mouvoir.²²

Néanmoins, le moins qu'on puisse relever c'est que le discours du 19 maine vient pas certes vider totalement des incertitudes savamment orchestrées par les trolls, mais permet de relancer le président Paul Biya au centre de la lutte contre la Covid-19 comme le souhaitait une certaine opinion vulnérable ou favorable à l'idée d'abandon par le président de la gestion du pays en période critique.

En définitive, il y a lieu d'acter une fois de plus, dans ce deuxième déterminant de la permanence des nécrologueurs des présidents dans les démocraties précaires d'Afrique, leur inscription dans la perspective d'interaction entre leurs entrepreneurs et leurs victimes, dès lors qu'elles apparaissent comme des coups dont la vocation est de faire réagir les cibles (les présidents) dans des situations de demande pressante de leur intervention publique. La mécanique passe par la dramatisation de leur absence sous la forme d'un scandale – comme

²¹www.blogs.mediapart.fr/franklin-nyamsi/blog?userid=9731634d-ed21-42b2-843f-2ad05da0ecb9

²²<https://googleweblight.com/sp?u=https://blogs.mediapart.fr/franklin-nyamsi/blog/180420/une-petition-lancee-pour-le-depart-immediat-de-lambassadeur-de-france-au-cameroun&grqid=0L1Yw7vm&hl=fr-CM>, Consulté le 7 septembre 2020.

mobilisation (Garrigou, 1993) – autour de leur incapacité à pouvoir réagir au moment où ils semblent être attendus (de Blic et Lemieux, 2005). Le but du choc rumoral (Jasper, 1997) recherché est l'indignation collective face à cet effacement qui doit par la suite actionner une dénonciation populaire (Sommier, 2010) dont l'objectif final est de sortir les présidents de l'inaction publique fustigée.

II- Nécrorumeur comme répertoire de lutte politique

Considérée sous l'angle de répertoire de lutte politique, la fonction politique des nécrorumeurs des présidents s'articule d'un côté autour de la tentative de mise sur agenda public de la problématique de leurs capacités physiques à continuer à exercer (A). Et de l'autre, autour du projet de déstabilisation de leur pouvoir par l'entremise de la manipulation de l'opinion (B).

A- Nécrorumeur tentative de mise sur agenda public de l'incapacité physique du président.

A certains égards, la nécrorumeur apparaît comme une manœuvre de mise sur agenda public du débat sur l'inaptitude physique du président à continuer à remplir ses fonctions, avec en toile de fond, la nécessité de son retrait à la tête de l'Etat. La rationalité aux commandes de l'agir rumoral est l'insertion, dans les masses, de la fragilité physique du président, harcelé par la maladie ou la vieillesse (Issekin, 2019). La nécrorumeur rentre à cet effet dans l'ingénierie d'*agenda setting* (Mc. Combs et Shaw, 1972) en tant que processus de transformation médiatique des insuffisances physiques du président en débat public (Neveu, 1999) et en enjeux politiques (Cobb et Elder, 1971). La nécrorumeur ainsi érigée en accroche (Gryspeerd et Klein, 1995) se dégage parmi des stratégies de médiatisation (Kapferer, 1987) puis de publicisation (Abé, 2008) de la question des capacités physiques du chef de l'Etat, lorsqu'on sait que « les médias de par leur diffusion massive sont en mesure d'affecter profondément les dimensions cognitives de l'activité politique... [Et] rendre saillants certains problèmes en les visibilisant spectaculairement et aussi capter l'attention du public et des décideurs » (Gerstlé, 2001 : 24).

Comme toute rumeur, la nécrorumeur va provoquer un moment de réflexion publique sur les aptitudes du président qui nécessairement doit aboutir à une espèce de délibération de la population (Darnton, 1997) pouvant être sanctionnée par une perte de confiance de l'opinion sur les capacités réelles du président à travers la propagation de l'éventualité de sa mort imminente suite à la détérioration de ses conditions de santé. Cette mise en avant de la précarité

problématique de la santé du chef de l'Etat permet donc aux nécrorumorants de réveiller les masses sur la question en essayant de leur offrir des cadres interprétatifs du problème posé (Gamson, 1989) et des orientations de son évaluation (*Priming* /amorçage) (Iyengar, 1987). Dit autrement, l'imposition de ce débat ne se limite pas au seul *claming* ou imposition d'une réflexion sur la santé du président (Darnton, 1997), elle incite également au *blaming* ou à la sanction en termes d'invite à un départ du président soit par la sanction populaire, soit par la prise de responsabilité des institutions en charge de l'alternance, soit par la démission même de celui-ci.

Que ce soit dans un cas comme dans l'autre, la tentative de dramatisation de l'inaptitude du président à l'œuvre s'insère dans les modalités de lutte d'alternance témoignant ainsi de la transformation de la concurrence politique dans les démocraties précaires, où les difficiles changements par les urnes inspirent de nouvelles mécaniques d'évincement du président. Par la nécrorumeur, pure manœuvre politique, ses producteurs espèrent, ne serait-ce que symboliquement, une déchéance du président pour défaut de capacité physique, avec de probables incidences sur les modes de déchéance physique des présidents en démocratie précaire. Ces espoirs de déchéance sont souvent plus accentués à la veille des échéances électorales, afin de dissuader la population à accepter une nouvelle candidature du président ou à lui accorder à nouveau ses faveurs lorsque ce dernier est candidat à sa propre succession.

C'est le cas de la nécrorumeur sur le président nigérian Muhammadu Buhari de 2017, un mois après son retour d'un autre long séjour à Londres où il y avait passé près de quatre mois pour des raisons de santé²³. Cette nécrorumeur, à laquelle se greffera la thèse du clonage, sera réactualisée en 2018 alors que Buhari se préparait à briguer un second mandat en 2019. L'entreprise nécrorumorale sera portée par les adversaires du président à l'exemple de l'ancien ministre et ancien conseiller spécial du gouvernement, Femi-Fani-Kayadequi, dans son *tweet* du 6 janvier 2018, affirmera que le président Buhari n'était jamais revenu vivant de sa convalescence de Londres. Il conclura le 5 avril 2018, qu'un rituel satanique pratiqué sur son cadavre l'avait ressuscité grâce à l'esprit de Jubril Al Sudan. On peut également citer l'ancien assistant du président Goodluck Jonathan, Reno Omoki qui mettra aussi en doute l'existence du futur candidat Buhari en publiant le 29 septembre 2018 trois photos du président sur *twitter* pour montrer les différences entre ces images et prouver qu'il n'était plus en vie. Tous ces détracteurs de Buhari s'inspiraient d'une vidéo du 3 septembre 2017 dans laquelle un autre opposant au régime d'Abuja, à savoir le chef du peuple autochtone du Biafra, Nnamdi Kanu

²³www.bbc.com/afrique/region-44038417 consulté le 11 octobre 2020

raconte à ses partisans que Buhari est mort et remplacé par un sosie.²⁴ Le chef séparatiste biafraise va le répéter d'ailleurs dans plusieurs émissions de « Radio Biafra » martelant que le nom du sosie c'est « Jubril Al-Sudani ». ²⁵ Cette vidéo partagée plus de 5000 fois sur les réseaux sociaux va reprendre vie en 2018 à l'occasion de l'assassinat du diplomate nigérian Habibu Almu à Khartoum poignardé à mort par une femme soudanaise d'origine nigériane. Un meurtre attribué à des considérations politiciennes selon la police soudanaise. Le chef Nnamdi parlera d'un meurtre de dissimulation des preuves de la mort de Buhari et de son remplacement par un sosie soudanais.²⁶

Le président Buhari répondra finalement à ses détracteurs politiques lors de la conférence donnée du 2 décembre 2018 en marge de la COP 24 à Katowice, en Pologne, disant : « beaucoup de gens espéraient que je sois mort à cause de mes problèmes de santé » « Je vais bientôt célébrer mon 76^{ème} anniversaire et je continuerai à bien me porter ». ²⁷ Cette nécrorumeur n'a pas certes empêché la réélection du président en 2019, mais elle aura eu le mérite d'avoir imposé la thématique de la fragilité du président candidat tout au long de la campagne électorale.

A la suite de cette illustration d'usage de la nécrorumeur du président nigérian à des fins de problématisation de l'incapacité des présidents à la veille des élections, on peut insérer brièvement trois autres cas patents. D'abord celui du chef de l'Etat du Malawi, Peter Mutharika en mai 2019 alors qu'il était en pleine campagne électorale pour un deuxième mandat.²⁸ Ensuite celui du président Paul Biya du Cameroun en mai 2004 alors qu'il s'apprêtait à concourir la même année à l'élection présidentielle. Ce dernier lancera à ses détracteurs nécrorumorants actifs à l'aéroport camerounais de Nsimalen, le 9 juin 2004, de son retour au Cameroun après la folle rumeur de sa mort : « Des gens s'intéressent à mes funérailles. Je leur donne rendez-vous dans 20 ans. ». ²⁹ Enfin, celui du président guinéen Alpha Condé en juin 2020, en pleine

²⁴ Ce dernier y disait en substance : « l'homme que vous regardez à la télévision n'est pas Buhari... Il s'appelle Jubril, il vient du Soudan. Après une longue Opération chirurgicale, ils l'ont ramené au pays. ».

<https://googleweblight.com/sp?u=https://www.le1.ma/buhari-mort-et-remplace-par-un-sosie-folle-rumeur-qui-agite-les-reseaux-sociaux-au-nigeria//&grqid=h1CgDe1R&hl=fr-CM> Consulté le 10 septembre 2020.

²⁵<https://googleweblight.com/sp?u=https://www.le1.ma/buhari-mort-et-remplace-par-un-sosie-folle-rumeur-qui-agite-les-reseaux-sociaux-au-nigeria//&grqid=h1CgDe1R&hl=fr-CM>, Consulté le 10 septembre 2020.

²⁶<https://googleweblight.com/sp?u=https://www.le1.ma/buhari-mort-et-remplace-par-un-sosie-folle-rumeur-qui-agite-les-reseaux-sociaux-au-nigeria//&grqid=h1CgDe1R&hl=fr-CM> Consulté le 10 septembre 2020.

²⁷<https://googleweblight.com/sp?u=https://www.france24.com/fr/20181203-nigeria-president-muhammadu-buhari-rumeurs-mort-cop24-reseaux-sociaux&grqid=xrFrjrb6&hl=fr-CM> Consulté le 10 septembre 2020.

²⁸<https://googleweblight.com/sp?u=https://www.bbc.com/afrique/region-48294129&grqid=rizPJWVv&hl=fr-CM>

²⁹Journal *Mutations* du jeudi 10 juin 2004.

contestation populaire de sa troisième candidature. Il sera donné pour mort, victime d'un arrêt cardiaque alors qu'il était, selon son entourage, confiné pour cause de Covid-19. Tout comme Paul Biya, Alpha Condé lancera à ses opposants nécrorumorants, le mercredi 10 juin 2020, sur une radio privée de la capitale, Sabari FM : « Vous savez, il y a des gens qui se cachent derrière leur incurie politique et leur incapacité de convaincre les populations pour inventer des mensonges [...] Très souvent, quand les gens n'ont plus d'arguments politiques, ils cherchent à dire que le président est malade ». A lui de conclure : « j'enterrerai beaucoup de gens qui me souhaitent la mort ».³⁰ Des coups de gueules qui s'affirment comme des gages d'assurances de l'électorat sur les capacités du président à continuer à diriger le pays.

En somme, on retient dans cet autre moment de notre analyse que la nécrorumeur pris sous l'angle des « *storytellings* négatifs » (Mariscal, 2017 : 6) demeure tout de même des coups et des ruses de disqualification d'un adversaire à travers la problématisation des capacités du président même lorsqu'elle fait suite à une maladie réelle de celui-ci (Aldrin, 2005). La disqualification à l'œuvre peut consister soit au retrait de la confiance de l'électorat au président soit à son auto retrait de la course électorale en vue, car pressé par l'opinion catégorique sur son incapacité à continuer à assurer la gestion suprême de l'Etat. L'attachement populaire au proverbe « il n'y a pas de fumée sans feu » constituent ainsi dans cette dernière perspective « la voie royale de la manipulation » des masses (Kapferer, 1987 : 59).

B- Nécrorumeurs et logiques conspirationnistes

Dans « la vision instrumentale des rumeurs politiques » (Aldrin, 2005 : 4), les nécrorumeurs peuvent enfin être appréhendées comme une « perturbation de la communication sociale » (Paillard, 1990 : 138) incrustée dans une stratégie de déstabilisation politique par l'entremise de la panique des masses. A travers la diffusion à grande échelle de l'illusion « d'empêchement définitif » du président (Abane, 2012), les producteurs de la rumeur cherchent à générer une incertitude chaotique générale à même d'être rentabilisée à des fins de démobilisation psychologique populaire et de provocation éventuelle d'une crise d'alternance. Surtout, lorsqu'il est admis, comme relevé plus haut, que les départs des présidents dans les démocraties précaires d'Afrique constituent habituellement des moments critiques de stabilisation des pays car étant des périodes pendant lesquelles ces nations sont plus vulnérables

³⁰<https://googleweblight.com/sp?u=https://www.financialafrik.com/2020/06/11/en-guinee-alpha-conde-je-les-enterrerai-tous/&grqd=26luLRo6&hl=fr=CM> Consulté le 7 septembre 2020.

(Le Touze, 1980). Il s'agit des intervalles marqués par d'importantes convulsions liées aux luttes de contrôle de la vacance qui se sont souvent soldées par des crises sociopolitiques ouvertes.

Il est également admis que, dans ces univers travaillés par la tentation à la longévité au pouvoir, les décès des présidents sont souvent considérés comme de grandes opportunités d'alternance et plus loin de grands espoirs de transition politique. L'on se situe ainsi dans la perspective utilitariste de la mort du président où certains acteurs se remettent à celle-ci pour escompter un changement. Suivant cette logique, il ne pourrait que se créer, dans l'opinion politique défavorable à l'ordre politique dirigeant, un vœu ardent de l'annonce de cet instant funèbre, apprécié comme instant de soulagement qui s'est parfois accompagné de liesse populaires. Ce fut le cas à Goma en 2014 où certains réfugiés anti Kagamé, sans vérification aucune, célébreront la nécrorumeur sur le président Rwandais au pouvoir depuis le 17 avril 2000.³¹ Plus tard, en avril 2020, le professeur Filip Reyntjens de l'université de Anvers, activiste opposant au président Rwandais rééditera un soulagement similaire, en se satisfaisant, par projection, de la mort de Kagamé. Il dira alors : le « plus grand criminel de guerre au pouvoir aujourd'hui » aurait été hospitalisé en Angleterre où il aurait rendu son dernier souffle.³² Ces illustrations montrent au passage que « l'agir nécrorumoral apparaîtrait d'abord comme une somme d'affects quémandeurs diffus autour de la fin du régime » (Issekin, 2019 : 18).

C'est considérant ces conjonctures critiques permanentes après les départs des présidents et leurs décès comme affects quémandeurs de soulagement que la nécrorumeur se fraie un chemin pour provoquer une crise pouvant conduire à un renversement politique. Dans ce dernier sillage, les producteurs de la nécrorumeur vont profiter des impasses critiques routinières post mortem des présidents – intériorisées – pour mobiliser les faux décès en tant que conduite politique inventée. Il s'agit de la quête d'une alternance par défaut, c'est-à-dire l'alternance par la mort du président perçue comme l'une des solutions les moins politiquement dispendieuses d'interruption du pouvoir perpétuel (Owona, 2004) qui est un type de pouvoir basé sur la confiscation de la gestion de l'Etat par un seul camp. Une confiscation vernie d'une couche de démocratie que constitue l'organisation régulière des élections pourtant clôturées d'avance, et qui laisse libre cours à la rééligibilité *ad infinitum* des présidents au détour du démontage généralisé de la clause limitative du nombre de mandats (Loada et Wheatley, 2015).

³¹www.jeuneafrique.com/166274/politique/rwanda-rdc-sc-nes-de-liesse-goma-suite-une-rumeur-sur-la-mort-de-kagamé/&grqid=E-duSA64&hl=fr-CM Consulté le 3 septembre 2020.

³²<https://googleweblight.com/sp?u=https://blogs.mediapart.fr/abouadil/blog/220420/info-ou-intox-paul-kagame-serait-decede-du-coronavirus&grqid=bXt9EarB&hl=fr-CM> Consulté le 3 septembre 2020.

Somme toute, il question, dans cette dernière partie de notre analyse, de mettre en évidence la thèse conspirationniste de la nécrorumeur qui s'abreuve de la permanence des impasses informationnelles (Kapferer, 1987). La confusion dans ce cas jouit d'un contexte favorable à sa fertilisation à cause de la dilatation profonde des interstices entre le vrai et le faux (Tacussel, 2006). C'est ici que la post-vérité trouve sa grande pertinence dans le sens où elle consacre la confusion entre le mensonge et la vérité pour ne laisser de place qu'à la croyance, mieux à l'intime conviction du récepteur des informations (Bronner, 2013) dans une ère où les masses sont de plus en plus harcelées par les trolls et méfiantes à l'égard des informations officielles (Keyes, 2004). Du temps de la vérité psychologique comme démembrement de la vérité subjective prend corps la « substitution cohérente et totale de mensonges à la vérité de fait » (Hannah Arendt, 1998: 327-328) ouvrant le flanc à la manipulation de l'opinion ce d'autant plus que dans une mouvance de « self communication » les consommateurs manquent d'outils d'accès à la réalité ou à la factualité, en l'occurrence des outils de *fact-checking*.

Dans un tel régime de confusion, la vulnérabilité psychologique des masses aux fausses informations devient davantage fluide, puisque les « structures sociales profondes » (de Souza, 2015 : 27) de la nation sont, du fait du manque de communication officielle, plus exposées à la croyance à la nécrorumeur qui peut, de ce fait, facilement générer des « circonstances mettant en insécurité le groupe et poussant ainsi les individus à imaginer les situations les plus invraisemblables » (NgaNdongo, 1986 : 50). La rumeur sur la mort du président ne saurait dans ce cas de figure « être définie par rapport au critère extérieur que constitue la valeur de vérité de son contenu ou la vérifiabilité de celui-ci » (Rouquette, 1975 : 13) mais dans son impact sur l'imaginaire collectif en termes de manipulation puis de déstabilisation psychologique et politiques orchestrés par les nécrorumorants, tenants de l'utilitarisme politique du décès du président.

L'état de fragilité psychologique espéré de la rentabilisation de l'ère de la « vérité d'opinion » (Serres, 2017 : 54–55) entraîne *grosso modo* une inflation de la vulnérabilité à la fois des populations et des institutions pouvant aboutir à deux types de paniques aux conséquences non négligeables sur la stabilité du pays. D'une part la panique déstabilisatrice du bas et de l'autre, celle du haut.

La panique déstabilisatrice du bas renvoie ici aux tribulations à même de se produire à l'échelle des masses populaires. Elle peut se manifester par la démobilisation des soutiens du président de la république présumé décédé, suivi d'une réorientation desdits soutiens vers des

prétendants opportunistes à la gestion de la vacance. On n'est pas loin d'une tentative de détournement de la base populaire du président à l'occasion de la relance d'une nouvelle lutte de conquête de pouvoir provoquée inopportunément par les nécrorumorants. Une démobilisation qui peut être irriguée par des rivalités communautaires primordialistes dans un contexte africain régulièrement dynamité par l'activation des complexes sociologiques primaires à des fins de positionnements politiques (Touoyem, 2014). Les risques de tensions intercommunautaires régulièrement en gestation deviennent dans ce cas des intrants supplémentaires de carburant du projet de déstabilisation de l'entreprénariat nécrorumoral.

La panique déstabilisatrice du haut quand elle se réfère aux potentielles secousses des acteurs aux commandes de l'Etat avec des prétentions de maîtrise directe de la vacance annoncée par des nécrorumorants.

Il peut s'agir des luttes ouvertes entre factions internes au régime au pouvoir, plus précisément, une explosion des antagonismes latents entre les clans au Dauphinat défini comme « technique constitutionnelle destinée à assurer automatiquement, en cas de vacance du pouvoir, la succession en vue de la continuité du pouvoir sans l'intervention du pouvoir de suffrage » (Kamto, 1983 : 277). C'est le cas du Gabon – dirigé par un clan familial depuis 1967, d'abord Bongo Père et Bongo Fils depuis 2009 – où deux camps sont aujourd'hui en état d'éveil au sein du clan présidentiel. On observe d'une part, la faction de Frédéric Bongo, frère cadet du président, chef des services de renseignements et de l'autre, celle du directeur de cabinet, Brice Laccruche, dans laquelle on retrouve la première dame Sylvia Bongo et les membres du Mouvement des amis d'Ali Bongo Ondimba (MOGABO).³³

Ce type d'antagonismes latents intra régimes a encore plus de chances de tomber dans le piège des nécrorumorants lorsqu'on admet que plusieurs acteurs des cercles du pouvoir, malgré leurs positions privilégiées, ne sont pas toujours suffisamment informés sur le président. L'opacité qui entoure la vie de celui-ci porte en elle des gènes de maturation de la tentation à céder à ces fausses alertes et des probabilités d'anticipation des hostilités entre clans à l'effet de se devancer dans le contrôle de la chaise présumée désormais vacante. Cette tentation devient davantage vive lorsque le nécrorumeur intervient dans un contexte de déliquescence réelle de la santé du chef de l'Etat. Comme le notera le Président nigérian Muhammadu Buhari le 2 décembre 2018, suite à la vive rumeur le donnant pour mort et cloné, certains de ses

³³https://googleweblight.com/sp?u=https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/01/08/au-gabon-interrogations-et-rumeurs-en-l-absence-du-president-ali-bongo_5406266_3212.html&grqid=V9DoVpK5&hl=fr-CM Consulté le 3 septembre 2020.

collaborateurs avaient déjà initié des transactions souterraines, exhortant le « vice-président de les considérer comme ses adjoints, car ils présument [qu'il était] mort. »³⁴

Il peut aussi s'agir des luttes horizontales entre le pouvoir politique civil et le pouvoir militaire. L'horizontalité des antagonismes est à situer à deux niveaux. Le premier mettrait aux prises les militaires et les acteurs politiques de l'opposition tentés d'activer la rue pour renverser rapidement l'ordre du président dont la disparition est entretenue par la rumeur. Le deuxième serait une lutte entre les militaires et les acteurs politiques au pouvoir. Ici les hommes en treillis sont nourris par des prétentions réelles de contrôle de l'alternance. C'est le cas du putsch manqué du 7 janvier 2019 au Gabon, mené par le lieutenant de la garde républicaine, Ondo Obiang Kelly qui comptait anticiper sur la vacance infondée provoquée par la rumeur du décès du président Ali Bongo. Dans son discours à la télévision qu'il avait prise d'assaut accompagné d'une dizaine de ses camarades d'armes, Kelly Ondo va appeler les gabonais à se lever, tout en annonçant la mise sur pied du « Conseil national de la restauration ». Avant cette tentative de coup d'Etat militaire, un journal de l'opposition titrait déjà en novembre 2018, en plein cœur de la rumeur sur la mort d'Ali Bongo: « le Gabon en (très dangereux) pilotage automatique ». Un autre écrira aussi en décembre : « Gabon, les militaires vont-ils prendre le pouvoir ? »³⁵ Malheureusement, la rumeur n'aura pas réussi à atteindre ses objectifs d'incitation des acteurs du haut à l'instabilité politique car, les prétentions anticipées de ce groupe de militaires seront rapidement maîtrisées.

Globalement, quelle que soit l'horizontalité de l'antagonisme à l'œuvre, le moins qu'on puisse relever est l'inscription de l'industrie de la nécrorumeur dans les formes de complot politique. En effet, elle vise la démobilisation politique du pays et ouvre de façon précipitée une compétition politique embusquée car inopportune, occasionnelle et hors des circuits conventionnels de la démocratie qu'est la voie des urnes. Ce que recherchent les nécrorumorants à travers ces « bruits politiques » (Aldrin, 2005) est la provocation d'une crise à la tête de l'Etat qui, dans une certaine mesure, peut favoriser un coup d'Etat et dont le départ d'un adversaire qu'on n'a pas pu évincer par les urnes ou par les autres formes régulières de changement. Et dans une autre mesure, conséquence de la première, cette crise peut être rentabilisée en faveur d'une instabilité politique violente. Ici, les bénéfices sont attendus en

³⁴<https://googleweblight.com/sp?u=https://www.france24.com/fr/20181203-nigeria-president-muhammadu-buhari-rumeurs-mort-cop24-reseaux-sociaux&grqid=xrRFRjb6&hl=fr-CM> Consulté le 10 septembre 2020.

³⁵https://googleweblight.com/sp?u=https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/01/08/au-gabon-interrogations-et-rumeurs-en-l-absence-du-president-ali-bongo_5406266_3212.html&grqid=V9DoVpK5&hl=fr-CM Consulté le 3 septembre 2020.

termes de co-contrôle ou d'insertion dans le gouvernement de transition – alliance et contre alliance/ transaction collisives (Chouala, 2006) ou en termes de contrôle total de l'alternance. C'est dans ce sens qu'apparaît par exemple, le bien fondé de cette mise en garde du Bureau de presse de la présidence Guinéenne suite à la nécrorumeur du 30 octobre 2017 sur le président Alpha Condé, lorsqu'il dira : « les guinéens doivent se méfier de ces informations présentées sous une forme crédible qui, en réalité, visent à leur faire perdre le nord pour les amener à adhérer à une idéologie précise. Non, la politique, ce n'est pas ça ! »

Au demeurant, la nécrorumeur, dans ce quatrième déterminant, rentre dans les techniques de duplicité politique *ad hominem* (Aldrin, 2005) où des acteurs oppositionnels, butés à l'alternance démocratique, actionnent des tentatives de manipulation psychologique pareille à l'hypnose collective (Moscovici, 1981) dans l'espoir de provoquer un désordre politique devant aboutir à un renversement de l'ordre au pouvoir ou du moins à son bouleversement (Mariscal, 2017 : 5). La compétition à la tête de l'Etat « se prête [ainsi] aux spéculations de l'imaginaire » (Aldrin, 2005 : 2) avec une forte croyance au pouvoir de ces nouvelles évanescences (Harel, 2004) sous fond de désenchantement des moyens électoraux au profit des options subversives.

Conclusion

Arrivé au terme de cette réflexion, il se dégage une constance qui est celle de la rentabilisation de la nécrorumeur à des fins de pression et de lutte politique. Si dans le premier cas, la logique quémandeuse reste prégnante avec la sollicitation à la fois des informations sur la santé du président et la prise en main par ce dernier de ses responsabilités en période d'incertitude, le deuxième conforte la logique politique purement compétitive. Cette dernière met en évidence deux rationalités : celle de l'*agenda setting* de la nécrorumeur et celle de la théorie conspirationniste, toutes deux ayant pour objectif la déstabilisation de l'ordre politique au pouvoir comme voie de contournement des obstacles irréguliers d'alternance.

Cependant, une telle perspective ne devrait être considérée comme une forme d'exonération des opposants nécrorumorants du déterminant de leur faillite à produire un schéma alternatif d'alternance moins vicieux et cynique, en termes de déficit de mobilisation de ressources et des répertoires d'actions politiques réguliers. C'est pourquoi il est important de reconnaître aussi que la nécrorumeur peut apparaître dans une certaine mesure comme une manifestation de l'essoufflement ou de la sous-inspiration des forces alternatives nécrorumorantes. Le recours à ces intox peut bien trahir la panne dans laquelle serait cloîtrée

l'opposition nécrorumorante après les espoirs fondés au lendemain des retours au pluralisme politique dans la plupart des démocraties précaires d'Afrique (Sehou, 2012). En effet, au-delà des charges qu'on peut retenir contre les champs politiques démocratiquement balbutiants, il demeure tout de même la problématique des limites organisationnelles et adaptatives plus pertinentes des opposants nécrorumorants, qui, par la mobilisation des *fake news* (mensonges politiques), confessent par là même leur difficulté à se réinventer politiquement-correct dans un jeu politique peu concurrentiel.

Ceci étant, les arguments mobilisés dans notre développement sont loin d'être des circonstances atténuantes trouvées à l'opposition nécrorumorante, de même qu'ils ne sauraient se prévaloir le statut de déterminants absolus de la nécrorumeur au regard de la pluralité de facteurs qui peuvent aussi valablement rendre compte de la permanence du phénomène dans les démocraties précaires.³⁶ Il s'agit donc uniquement d'une esquisse d'exploration des fonctions politiques des nécrorumeurs à l'origine de leur sédimentation dans les espaces politiques choisis à l'occasion de la présente étude.

BIBLIOGRAPHIE

- Abane, Patrick. 2012. « L'empêchement définitif du président de la République en droit camerounais », in *Revue africaine de droit public*, 1 : 181-204.
- Abé, Claude. 2008. « Le populaire comme catégorie d'observation des dynamiques d'interpellation du politique », dans *Administrer l'espace public africain*, Actes de la 12e Assemblée générale du Codesria, Yaoundé, Cameroun, Juillet-Novembre.
- Aldrin, Philippe. 2001. « La rumeur en politique. Une sociologie de la prise de parole politique », Thèse, Paris 1 Panthéon-Sorbonne (UFR 11), 17 novembre.
- Aldrin, Philippe. 2005. *Sociologie politique des rumeurs*. Paris, Presses universitaires de France.
- Allport, Gordon et Postman, Leo. 1953. *Psicologia del rumor* (Psychologie de la rumeur). Buenos Aires, Psiqué.

³⁶C'est le cas des analyses de sociologie ou de psychologie générale exclusive de la rumeur. Lire par exemple, G. Allport and L. Postman "The Basic Psychology of Rumor", in *Transactions of the New York Academy of Sciences*, n°2, vol. 8, 1945 ou F. Reumaux, *Esquisse d'une théorie des rumeurs. Analyse de quelques modèles sociologiques* (1990, Paris V).

- Allport Gordon, Postman Leo. 1945. "The Basic Psychology of Rumor", in *Transactions of the New York Academy of Sciences*, 8(2): 61-81.
- Arendt Hannah. 1998, « Vérité et politique », *La crise de la culture*, Paris, Folio poche.
- Bandura Albert. 2001. "Social Cognitive Theory of Mass Communication" in *Media Psychology*, 3 (3): 265–299.
- Bayart, Jean-François., Mbembe, Achille et Toulabor Comi. 2008. *Le politique par le bas en Afrique noire*. Paris, Karthala.
- Birdwhistell, Ray. 1970. *Kinesics and Context: Essays on body motion communication*. Philadelphia, University of Philadelphia Press.
- Bronner Gérard. 2013. *La démocratie des crédules*, Paris, Presses Universitaires de France.
- Castells Manuel. 2007. "Communication, Power and Counter-Power in the Network Society" in *International Journal of Communication*, 1(1): 238-266.
- Collovald, Annie et Sawicki, Frédéric.1991. « Le populaire et le politique. Quelques pistes de recherche en guise d'introduction », *Politix*, 4 (13) : 3-93.
- Chouala, Yves. 2006. « Éthique et politique internationale africaine du XXIe siècle : les normes de civilité à l'épreuve du jeu réaliste des États », *Politique et Sociétés*, 25(2-3) : 183–217.
- Cobb, Roger et Elder, Charles.1971."The politics of agenda Building: an alternative perspective for modern Democratic theory", *The Journal of politics*, 33 (4): 892-915.
- Darnton, Robert. 1997. « Chansons, ragots et libellés ou les médias du 18e siècle », *Le courrier de l'UNESCO "comment voyagent les idées ? "*, juin.
- D'allonnes Myriam Revault. 2018. *La faiblesse du vrai, Ce que la post-vérité fait à notre monde commun* Paris, Les idées.
- deBlic, Damien et Lemieux, Cyril. 2005. « Le scandale comme épreuve. Eléments de sociologie pragmatique », *Politix, revue des sciences sociales du politique*, 3 (71) : 9-38.
- de Gaule, Christophe. 2006. « La gestion d'une rumeur. Le cas du faux décès du chef de l'Etat du Cameroun », *Communications*, 25 (1) : 205-220.
- Farge, Arlette. 1999. « Rumeur, espace et société au XVIIIe siècle », dans Françoise Reumaux (dir). *Les oies du capitole*. Paris : CNRS, coll « CNRS communication » :67-74.
- Gamson, William et Modigliani, André. 1989. « Media discourse and public opinion on nuclear power: a constructionist approach », *The American journal of society*, 95 (1): 1-37.
- Garrigou, Alain. 1993. « Le scandale politique comme mobilisation », François Chazel (dir.), *Action collective et mouvements sociaux*. Paris, PUF: 83-191.
- Gerstle, Jacques. 2001. *les effets d'information en politique*. Paris, l'Harmattan.
- Gryspeerd, Alex et Klein, Annabelle. 1995. *La galaxie des rumeurs*, Bruxelles, EVO éditions.

- Hall, Edward. 1984. *Le langage silencieux*, Paris, Seuil.
- Harel, Simon. 2004-2005. « l'ambigüologie, forme contemporaine de la rumeur », In Isaac Bazie, Justin K. Bisanswa et al. « La rumeur », *Revue internationale de théories et de pratiques sémiotiques*, 32(3) : 9-24.
- Issekin, Yvan. 2019. « Justice populaire, contre-démocratie et vigilantisme numérique au Cameroun. Les nécos rumeurs sur la toile comme des nouveaux imaginaires politiques de la transition politique ». *Conference Paper*. May.
- Iyengar, Shanto et Kinder, Donald. 1987. *News that Matters : Television and American Opinion*. Chicago, Chicago University Press.
- Jasper, James. 1997. *The Art of Moral Protest. Culture, Biography and Creativity in Social Movements*. Chicago, University of Chicago Press.
- Kamto, Maurice. 1983. « Le dauphin constitutionnel dans le régime politique africain : le cas du Cameroun et du Sénégal », *Penant*, .93 (781-782) : 256-282.
- Kapferer, Jean-Noël. 1987. *Rumeurs. Le plus vieux média du monde*. Paris, Seuil.
- Keyes Ralph. 2004. *The Post-Truth Era: Dishonesty and Deception in Contemporary Life*, Mcmillan, St Martin's Press.
- Lacouture, Jean. 1991. « Bruit et information », *Le Genre Humain*, Paris, édition du seuil, 5 : 19-29.
- Le Touze, Cyril. 1980. *L'intérim du président de la République en France sous la Ve République*. Paris, Université d'économie et de sciences sociales de Paris 2, Tome 2. .
- Levitsky, Steven et Way, Lucan. 2002. « The Rise of Competitive Authoritarianism », *Journal of Democracy*, 13: 51-65.
- Loada, Augustinet Wheatley, Jonathan. 2015. *Transitions démocratiques en Afrique de L'Ouest: Processus constitutionnels, société civile et institutions démocratiques*. Paris: Editions Harmattan.
- Mbarga, Gervais. 2019. « Paul Biya et les médias : contribution à l'analyse des interactions avec la presse », *Les cahiers du journalisme-recherches*, 3 : 79-96,
- McCombs, Maxwell et Shaw, Donald. 1972. « The agenda-setting function of mass media », *The public opinion quarterly*, 2 (36):176-187.
- McDermott, Rose. 2004. *Political Psychology in International Relations*. Michigan, the University of Michigan Press.
- Modzom, François-Marc. 2015. « Les silences présidentiels, analyse des dispositifs et du traitement médiatique de la communication politique de Paul Biya » Thèse de doctorat, ESSTIC-Université de Yaoundé 2.

- Moscovici, Serge. 1981. *L'âge des foules*, Paris, Fayard.
- Neveu, Erik. 1999. « L'approche constructiviste des « problèmes publics », un aperçu des travaux anglo-saxon », *Etude de communication*, 22 : 41-58.
- Neveu, Erik, « Répertoires d'action des mobilisations », dans Antonin Cohen, Bernard Lacroix et Philippe Riutort, (dir). 2009. *Nouveau manuel de science politique*, Paris, PUF : 495-509.
- Mariscal Vincent, « La post-vérité : un dispositif de stigmatisation des classes populaires ? » in *Action et Recherche Culturelles*, 2017, www.arc-culture.be/analyses
- Nga Ndong, Valentin. « “La rumeur du décès du Président de la République” », *Communication de crise et gouvernance en Afrique Centrale* », Colloque du 28 au 29 août 2008, Yaoundé, texte non publié.
- Nga Ndong, Valentin. 1986. « Rumeur et Société », *Annales de la Faculté des Lettres et de Sciences Humaines Série sciences humaines*, Yaoundé, 2(1).
- Owona Nguini, Mathias-Eric. 2004. « Le gouvernement perpétuel en Afrique centrale, le temps politique présidentiel entre autoritarisme et parlementarisme dans la CEMAC », *Enjeux*, 19 : 12-19.
- Paillard, Bernard. 1990. « L'écho de la rumeur », *Communication*, 52 : 125-139.
- Reumaux, Françoise. 1990. « Esquisse d'une théorie des rumeurs. Analyse de quelques modèles sociologiques », Thèse de doctorat, Université Paris-V.
- Rouquette, Michel-Louis. 1975. *Les rumeurs*. Paris, PUF.
- Sehou, Amadou. 2012. *Cameroun, l'opposition en panne : autopsie critique et proposition de relance*. Yaoundé, Ed. Lupeppo.
- Shibutani, Tamotsu. 1966. *Improvised News. A Sociological Study of Rumor*, Indianapolis. Indianapolis, The Bobbs-Merrill Company.
- Sommier, Isabelle. 2010. « Les états affectifs ou la dimension affectuelle des mouvements sociaux », Olivier Fillieule, Eric Agrikoliansky et Isabelle Sommier. *Penser les mouvements sociaux*. Paris, La découverte : 185-202.
- Tacussel, Patrick. 2006. « Imagem e contemporaneidade» (Image et contemporanéité), *Revista Famecos*, Porto Alegre, 13 (31) : 7-11.
- Touoyem, Pascal. 2014. « Dynamiques de l'ethnicité en Afrique. Éléments pour une théorie de l'État multinational », *Langaa et Centre d'Études africaines*, Bamenda et Leiden.

